

Quelques aspects de la méthodologie de la planification soviétique

Henry Wojcik

Volume 32, Number 4, January–March 1957

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1000137ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1000137ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (print)

1710-3991 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Wojcik, H. (1957). Quelques aspects de la méthodologie de la planification soviétique. *L'Actualité économique*, 32(4), 646–660.
<https://doi.org/10.7202/1000137ar>

Quelques aspects de la méthodologie de la planification soviétique

L'orientation de toute la vie économique et la poursuite d'un objectif accessible pour une période historique donnée, grâce à la concentration des efforts et l'élimination de l'anarchie industrielle, sont les buts concrets de la planification soviétique. Cette énorme tâche exige l'unité économique et n'est possible qu'à cette condition; cette unité s'accomplit forcément par la nationalisation des moyens de production et l'enrégimentation des cadres. La propriété sociale des moyens de production apparaît comme une condition essentielle de la planification soviétique et corollairement, l'administration efficace de l'économie étatisée n'est possible qu'avec une telle planification. D'autre part, le monopole du commerce extérieur est indispensable à la réussite totale, étant donné qu'il présente la garantie d'une action rapide au cas de difficultés imprévues par le plan.

En U.R.S.S., les plans ont force de loi; l'article 11 de la Constitution stalinienne stipule que «la vie économique de l'U.R.S.S. est déterminée et divisée par le plan d'État de l'économie nationale en vue d'augmenter la richesse sociale, d'élever d'une manière constante le niveau matériel et culturel des travailleurs, d'affermir l'indépendance de l'U.R.S.S. et de renforcer sa capacité de défense»¹.

Les forces qui agissent dans l'économie d'un pays sont complexes; des facteurs les plus divers se mêlant, s'opposant, s'inter-

1. Constitution de l'U.R.S.S., Loi organique, Moscou 1936.

pénétrant, s'annulant mutuellement, compliquent le tableau. Les économistes-planistes, afin de pouvoir résoudre leurs problèmes, doivent être armés des connaissances relatives aux lois qui régissent le processus historique, tenir compte des possibilités du développement des forces productrices de la société et cela, bien que la recherche théorique n'entre pas dans leur champ d'action.

«La planification de l'économie nationale doit se poser et résoudre les questions purement pratiques de la politique économique, nécessaire à l'élimination de tous les obstacles qui peuvent surgir entre une période déterminée et le but fixé.

... le problème de la planification consiste à prévoir et à prédire suivant quelles trajectoires et à quelles distances pour une période donnée s'avanceront spontanément sur les voies du progrès économique ces millions de forces vivantes différentielles.»¹

Cette tâche devint possible grâce à «l'unité de la volonté et de l'idée» du gouvernement central et de l'administration locale des entreprises industrielles, unité cimentée par une gamme de mesures économiques, disciplinaires et politiques. La contradiction interne — la lutte des classes — éliminée, la planification est largement réduite à l'ensemble des questions techniques. Il est évident que dans de telles conditions, le plan économique prend corps d'esquisse architectonique pratiquement réalisable. Nanti d'une certaine flexibilité, il peut prendre force de loi, devenir une directive formelle appuyée par l'appareil de l'État.

«Nos plans ne sont pas des plans-programmes, ni des plans-devinettes; ce sont des plans-directives, impératifs pour les organes dirigeants et qui déterminent la direction de notre développement économique pour l'avenir et à l'échelle du pays tout entier.»²

La valeur d'un projet consiste donc dans sa praticabilité, dans l'accomplissement possible des tâches fixées avec les moyens disponibles et dans la conduite d'un tel travail.

«L'essence d'un plan consiste précisément, disait un des chefs les plus autorisés de la planification soviétique, Valérien Kouibychev, en ce qu'il doit non seulement indiquer l'objectif à atteindre, mais doit aussi expliquer comment ceci doit être fait, quels sont les leviers d'exécution du plan et comment doit se développer cette exécution dans le temps et dans l'espace.»³

Le temps est évidemment un des facteurs les plus importants de toute la planification. Il ne suffit pas d'atteindre un objectif, ce

1. S.-G. Stroumiline, *La planification en U.R.S.S.*, Paris 1947, p. 13.

2. J.-V. Staline, *Rapport politique du Comité Central au XV^e congrès du V.K.P. (B)*, Moscou 1933, p. 36.

3. Cité par S.-G. Stroumiline, *La planification en U.R.S.S.*, Paris, p. 15.

qui est toujours possible, mais il faut l'atteindre à temps. Le temps, pour l'Union Soviétique, est la vie; la maîtrise du temps est la victoire pour les dirigeants de l'État; un triomphe idéologique et personnel. De là, vient le désir constant du régime d'exagérer les succès, d'oublier les échecs.

«Les succès et les insuccès d'un capitaliste dépendent dans une très large mesure, parfois même dans une mesure décisive, quoique ce ne puisse être entièrement, de ses qualités personnelles. *Mutatis mutandis*, le gouvernement soviétique s'est mis à l'égard de l'économie dans son ensemble dans la situation du capitaliste à l'égard d'une entreprise isolée. La centralisation de l'économie fait du pouvoir un facteur d'une énorme importance. Mais c'est justement pourquoi la politique du gouvernement doit être jugée non sur des bilans sommaires, non sur les chiffres nus de la statistique, mais d'après le rôle spécifique de la prévision consciente et de la direction planifiée dans l'acquisition des résultats.»¹

Les plans quinquennaux sont divisés en fractions annuelles; les plans annuels sont partagés en fractions trimestrielles qui, à leur tour, se décomposent en particules mensuelles et ainsi de suite, jusqu'aux graphiques horaires de la production. Évidemment, de tels détails ne peuvent être étudiés par l'organisme central de la planification; c'est aux unités économiques qu'incombe la tâche d'établir leurs propres plans d'utilisation des moyens disponibles dans les limites du plan général. La modification d'un plan en cours est cependant possible et, à ce propos, Staline déclara en 1930:

«Le plan quinquennal n'est pas quelque chose de fini et donné pour toujours. Pour nous, le plan quinquennal, comme tout autre plan d'ailleurs, n'est qu'un plan adopté dans l'ordre de la première approximation qui doit être précisée, modifiée et perfectionnée à la suite de l'expérience acquise sur place, au fur et à mesure du progrès de son exécution.

Aucun plan quinquennal ne peut tenir compte de toutes les possibilités essentielles de notre régime qui ne se manifestent qu'au cours des travaux, pendant la réalisation du plan à l'usine, à la manufacture, au kolkhoz, dans un district, etc. . . Seuls, des bureaucrates pourraient penser que le travail de plan se termine avec son établissement. La préparation du plan n'est que le commencement de la planification. La vraie direction planifiée ne se développe qu'après l'établissement du plan, après sa vérification sur les lieux, pendant le processus de son exécution, sa modification, son perfectionnement.»²

Cette flexibilité du plan n'est possible que par ce morcellement d'un quinquennat, comme nous l'avons mentionné.

1. Léon Trotski, *La révolution trahie*, Paris, 1936, p. 57.

2. J.-V. Staline, *Rapport politique du Comité Central au XVI^e Congrès — Les questions du Léninisme*, 10^{ème} édition, p. 413, cité par Stroumiline, *op. cit.*, p. 17.

On peut discerner, dans la pratique soviétique, deux formes de planification : la planification courante et la planification de perspective.

Les audacieux programmes de redistribution économique et sociale caractérisent les plans de longue durée; d'ailleurs, seuls, ils peuvent prétendre apporter de sérieuses modifications à l'économie nationale. Prenons, par exemple, le cas de la décentralisation industrielle. Pour diverses raisons, le gouvernement soviétique trouve désirable d'étaler l'industrie à travers tout le territoire de l'Union; la peur d'une attaque atomique y est pour quelque chose. De tels changements apportés d'un seul coup risqueraient d'arrêter toute la production courante, ce qui, évidemment, n'est pas acceptable. Pendant une longue période de temps, cela est cependant possible sans que l'économie nationale en souffre; l'édification de nouvelles usines se fera en Sibérie, les cultures seront éventuellement déplacées, de nouvelles cités apparaîtront. Des modifications légères de la planification courante aboutiront finalement à de gigantesques changements dans la structure économique du pays. Bogolépov, en examinant l'interdépendance de divers plans, écrit :

« Les plans quinquennaux dits 'de perspective' de développement de l'économie nationale et des finances correspondent à une première approximation. Ils sont importants et nécessaires comme un programme pour l'établissement de plans pratiques annuels se succédant systématiquement les uns aux autres. Les plans approximatifs sont mis au point et perfectionnés au cours de leur application graduelle. Les plans pratiques annuels tiennent compte de nouvelles possibilités qui se font jour au cours des travaux. »

Lors de l'élaboration d'un programme de production, les économistes doivent tenir compte de deux conditions indispensables de planification réaliste. Tout d'abord, l'objectif ne doit pas dépasser les cadres des possibilités physiques existantes dans le domaine des moyens de production et de la main-d'œuvre et ensuite, la proportion entre la distribution des facteurs de transformation et les besoins à satisfaire doit être nécessairement conservée.

Dans les pays où le levier des prix, grâce au jeu des forces de la concurrence du marché libre, ajuste la distribution des forces productrices, cette proportionnalité se constitue plus ou moins automatiquement. Dans le système de l'économie soviétique, le prix n'est pas le résultat de la conjoncture temporaire du marché aveugle; il est plutôt le levier de commande conscient de l'État

et du parti en vue d'obtenir les résultats socialement et politiquement désirables. En d'autres mots, contrairement à ce qu'on observe dans le système du marché libre où la distribution des facteurs de production se fait en direction de la rémunération supérieure, donc dans le sens de la satisfaction des besoins immédiats, la répartition des mêmes forces productrices en Union Soviétique ne s'achemine pas nécessairement dans la même voie. L'objectif principal de l'activité économique étant changé, le mécanisme du système est forcément reconstruit. S.-G. Stroumiline écrit à ce propos :

« Les problèmes de la proportionnalité dans la sphère de la production des produits de consommation courante sont résolus d'une façon différente que ceux relatifs aux plans de production ; dans ce domaine, il s'agit de déterminer les proportions de production des articles de consommation conformément à la structure des besoins des masses de travailleurs. »¹

Il est indiscutable que la répartition de la masse totale des produits de consommation est indirectement conditionnée par la demande, même en Union Soviétique. N'ignorant pas cet aspect de la question, la planification concentre ses efforts à prévenir les causes possibles de la surproduction, une tâche plutôt facile dans les conditions de disette chronique. Mais d'autre part, il est aussi évident que les décisions relatives à la production de la totalité des produits de consommation ne sont que très faiblement déterminées par les « besoins des masses de travailleurs ». La route de la satisfaction des besoins immédiats n'est pas nécessairement parallèle à la voie de l'utilité sociale.

Les plans économiques sont élaborés par la Commission centrale du plan d'État, le *Gosplan* de l'U.R.S.S., travaillant en étroite collaboration avec les ministères intéressés et les organes exécutifs, ensuite sous l'angle régional par les organismes correspondants des provinces, rayons, villes, et finalement par les cellules techniques des *glavki*, des trusts, des combinats, des entreprises, etc. . . Une telle organisation permet au *Gosplan* d'exercer la vigilance continue sur tous les secteurs de l'économie, de contrôler les organes subalternes et d'accorder, au cas de nécessité, son entier appui aux initiatives locales.

« Les cellules de planification sont partagées suivant leur importance, en entreprises d'intérêt national (de l'Union) fédéral (Républiques fédérées)

1. S.-G. Stroumiline, *op. cit.*, p. 42.

et régional, et dépendent respectivement de la compétence des organes centraux, provinciaux ou locaux.»¹

1. *Les cellules élémentaires de planification*: — Chaque entreprise soviétique doit avoir en principe un organe spécial ayant pour tâche l'élaboration du programme de travail, l'étude des possibilités productives, la concrétisation du plan reçu d'en haut, de manière qu'il puisse être exécuté à temps. La cellule fixe les limites de la capacité de production de l'entreprise au moment donné, elle établit les plans flexibles d'expansion industrielle, détermine l'investissement désirable, propose les changements nécessaires. Malheureusement, faute de travailleurs planistes qualifiés, le rôle joué par ces cellules de base est plutôt insignifiant.

2. *Les gorplan, rayplan, oblplan*: — Si nous imaginons la structure de la planification soviétique en forme de gratte-ciel, chaque étage de l'immeuble correspondrait à l'échelon successif de l'organisme en question. En montant, nous prendrons contact successivement avec le *gorplan* (*gorodskoï plan*), le *rayplan* (*raïonnyi plan*) et le *oblplan* (*oblastnoi plan*). Tous ces échelons ne se distinguent pratiquement que par l'ampleur de la tâche.

*Tous sont chargés de coordonner, sous forme de plans, le travail des unités économiques situées sur leur territoire, que ces unités dépendent des autorités locales ou du gouvernement central (c'est aux oblplans à se mettre d'accord avec les trusts dont dépendent les entreprises de leur territoire avant de fixer le plan économique de leur région).»²

Dans le sens inverse, c'est aux *rayplans* et *oblplans* qu'incombe la tâche de la préparation des plans de consommation régionale, l'organisation du ravitaillement des entreprises industrielles et commerciales, l'élaboration du programme social et culturel.

3. *Les sections techniques de planification*: — Les sections techniques de planification existent auprès des organes exécutifs comme les ministères et les *glavki*, aussi bien qu'auprès des puissantes entreprises industrielles, des combinats et des trusts. En étroite collaboration avec les organes de recherches scientifiques, elles ont pour tâche de coordonner et éventuellement de modifier les plans qui leur sont soumis. À ce stage, le plan prend forme de projection réelle; il est mis au point, en tenant compte des dernières découvertes scientifiques.

1. *Ibid.*, p. 24.

2. Ch. Bettelheim, *La planification soviétique*, Paris, 1945, pp. 70-71.

S.-G. Stroumiline décrit les stages successifs dans la formation d'un plan :

« Afin de pouvoir satisfaire au maximum les besoins de la collectivité, chaque branche industrielle, chaque trust ou une de ses filiales, se fixe un programme maximum de production possible, sans redouter pour cela une surproduction. En tenant compte de ses capacités de production existante, il établit le taux de l'augmentation de rendement attendue, ainsi que la diminution des prix de revient. Un compte est également tenu des accumulations probables de capitaux devant le maintien des prix indiqués, aussi bien que des quantités de matières premières, de matériaux et de carburant, ainsi, en cas de besoin, que de la main-d'œuvre complémentaire, en dehors des cadres existants. De tels programmes préliminaires des différentes branches arrivent sous forme de synthèse au Gosplan pour y être coordonnés suivant les exigences de la proportionnalité indispensable. »¹

Finalement, au sommet de cette pyramide se trouve l'organe central de la planification soviétique, le *Gosplan*, organisme extrêmement complexe, composé d'une multitude de sections aux fonctions les plus diverses, réalisant la coordination de toute la vie sociale, économique et culturelle, dirigé par la Commission d'État du plan près le Conseil des ministres de l'U.R.S.S., dont le président est membre. Ses fonctions furent définies très clairement par le décret du 2 février 1938, dont nous reproduisons intégralement les sections les plus importantes :

Section 3 — La Commission d'État du plan près le Conseil des Commissaires du peuple de l'U.R.S.S.² :

- a) élabore et soumet à la délibération du Conseil des Commissaires du peuple de l'U.R.S.S. les plans perspectifs, annuels et trimestriels de l'économie nationale;
- b) présente au Conseil des Commissaires du peuple de l'U.R.S.S. ses conclusions sur les perspectives, les plans annuels et trimestriels élaborés par les commissariats du peuple et administrations de l'U.R.S.S. et des Républiques fédérées;
- c) contrôle la réalisation des plans de l'économie nationale de l'U.R.S.S.;
- d) sur les indications du Conseil des Commissaires du Peuple de l'U.R.S.S., ou de sa propre initiative, étudie et élabore différents problèmes de l'économie socialiste;
- e) nomme des commissions d'experts pour des questions économiques particulières;
- f) étudie et soumet à l'approbation du Conseil des Commissaires du peuple de l'U.R.S.S. les questions de méthodologie de la planification socialiste;
- g) dirige la comptabilité et la statistique socialiste en U.R.S.S.

Section 4 — La tâche principale de la Commission d'État du plan est d'assurer au sein de l'économie nationale de l'U.R.S.S. l'observation de justes proportions dans le développement des différentes branches de l'éco-

1. S.-G. Stroumiline, op. cit., p. 40.

2. Par la suite, le nom officiel de « Conseil des Commissaires du Peuple » fut remplacé par « Conseil des Ministres ».

PLANIFICATION SOVIÉTIQUE

nomie et de prendre les mesures nécessaires pour empêcher que des disproportions s'y introduisent. La Commission d'État du plan est chargée de coordonner dans le plan de l'économie nationale de l'U.R.S.S. l'activité des branches connexes de la production socialiste, de l'industrie d'extraction et de transformation, de l'agriculture et des différentes branches de l'industrie, des transports et de l'économie nationale; de coordonner l'augmentation de la production et celle de la consommation; de financer la production et de l'assurer en matériaux; de réaliser la répartition territoriale appropriée des entreprises, en partant de la nécessité de liquider les transports à grandes distances et sans nécessité économique, de rapprocher les entreprises des sources de matières premières et des régions de consommation de leur production.

Section 5 — Dans le but de prévenir le non-accomplissement du plan de l'économie nationale, la Commission d'État du plan:

- a) contrôle l'exécution du plan d'État de l'économie nationale par les commissariats, les administrations et les entreprises;
- b) soumet à l'examen du Conseil des Commissaires du Peuple de l'U.R.S.S. les questions et les propositions résultant du contrôle de l'exécution du plan de l'économie nationale.

Section 6 — Pour la réalisation des tâches sus-mentionnées, la Commission d'État du plan dispose:

- a) d'un appareil central composé de départements, de secteurs, et de groupes;
- b) des représentants autorisés de la Commission d'État du plan pour le contrôle de l'exécution des plans de l'économie nationale dans les Républiques, territoires et régions. Les représentants autorisés sont directement subordonnés au Gosplan de l'U.R.S.S. et ne dépendent pas, dans leur travail, de Commission du plan dans les Républiques, territoires et régions.¹

Ainsi, l'élément du contrôle indépendant est de première importance dans la structure de la planification soviétique. L'immensité du territoire et l'insuffisance des cadres techniques considérés, de sérieux glissements d'investissements et des déplacements imprévus de l'effort dans certaines localités peuvent mettre le plan en péril. Cette énorme construction articulée exige la solidarité absolue de tous ses éléments. Un retard local, un déplacement minime d'orientation influe inévitablement sur un ensemble de plus en plus vaste. La loi de proportionnalité peut être mise en danger.

Certains changements apportés subséquentement à la structure du Gosplan modifièrent quelque peu la procédure de la confection du plan. Il faut mentionner notamment ceux de 1939 et 1940, et surtout l'importante modification implantée par le décret du Conseil des ministres, en date du 29 août 1946, se rapportant

1. *Pravda*, 3 février 1938, traduit par Ch. Bettelheim, *op. cit.*, pp. 74-78.

essentiellement à l'extension des fonctions de consolidation du Gosplan, par la création d'un ensemble de bureaux de synthèse.

La planification, embrassant pratiquement toute activité de l'État, repose non seulement sur les renseignements fournis par les organismes directement attachés au Gosplan, mais aussi sur l'aide des différentes institutions scientifiques groupées autour de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S. et de l'Académie de l'Agriculture. Les résultats positifs de leurs recherches sont immédiatement soumis à l'examen des organes de planification. Le célèbre physicien russe P.-L. Kapitsa, examinant le rôle joué par la science dans le développement économique de son pays, corrobore notre opinion sur la prépondérance de l'application sur la théorie dans l'ensemble de la science soviétique :

« Il est évidemment connu et accepté que la science joue un rôle dans le développement culturel et technique d'un pays. Mais dans notre pays, la science s'est vu confiée le rôle d'être l'un des fondements du développement ; c'est à la science qu'il revient de diriger le développement de notre économie nationale et technique. Pour cette raison, notre organisation de la science doit être plus pragmatique que celle des pays capitalistes où elle a un caractère plus spontané et plus accidentel.

« J'en viens à ce que je pense être le point faible — celui des rapports de la science et de l'industrie. Nous devons discuter du problème sous toutes ses faces pour donner à ces rapports une orientation productive si nécessaire à une croissance rapide et orientée. On doit éviter, à ce sujet, de s'en remettre à la vulgarisation, et d'exiger, par exemple, une observance généralisée de la part de tous les savants sans aucune discrimination, chaque savant devant sans relâche faire passer son travail dans le domaine de l'application pratique comme le fait si souvent le *praesidium* de l'Académie des Sciences. À cela je m'objecterai toujours . . . »¹ (Traduction)

Après avoir analysé la structure et les grands traits du fonctionnement interne des organes de la planification, nous pouvons examiner dans la lumière des connaissances acquises, la méthodologie de leur travail, la méthodologie de la synthèse coordonnante. Comment cette coordination se fait-elle, comment cette multitude d'équilibres particuliers s'établit-elle afin de réaliser l'équilibre économique général?

Les économistes soviétiques trouvèrent la réponse à cette question dans le système des bilans, désormais, l'instrument majeur de la planification bolchévique. Cette méthode est assurément difficile et exige beaucoup de travail, mais elle permet de repré-

1. Cité par W.-W. Leontieff, « Scientific and Technological Research in Russia », *The American Slavic and East European Review*, vol. IV, Nos. 10-11, 1945, pp. 73-77.

senter à son stage final tout le complexe de l'économie nationale d'une manière relativement simple. Grâce à ces bilans matériels, la coordination peut être obtenue entre les diverses branches de l'industrie, de l'agriculture et de l'échange.

À son stage inférieur, le bilan matériel d'une entreprise n'est qu'un résumé quantitatif de la consommation industrielle requise en fonction de l'objectif fixé par le plan. En d'autres termes, il oppose quantitativement et qualitativement les matières premières nécessaires à la transformation et la production résultant de l'activité de l'entreprise. Nous croyons qu'à ce stage, l'usage du mot bilan est difficilement justifiable, étant donné qu'en l'absence du dénominateur commun, la balance ne peut être établie. Le terme «état de transformation» est à tout point de vue supérieur.

À partir de ce stage, la progression des centaines de mille états de transformation se fera parallèlement par deux canaux de la planification: celui des organes territoriaux (*gorplan*, *rayplan*, *oblplan*) et celui des organes industriels spécialisés (*trust*, *combinat*, *glavk*, ministère). Le travail de concentration se fera donc tout au long de deux canaux de la planification, grâce à l'état agglomératif de transformation. Nous nous proposons d'examiner séparément le processus de construction des états agglomératifs de transformation par les organes des deux ramifications.

1. *Les organes territoriaux.* — La tâche principale des organes territoriaux est d'établir un état régional d'ensemble en partant des données contenues dans les états de transformation des unités de base ou des échelons prédécesseurs. Cet état agglomératif de transformation devient à son tour la source d'information pour les organes supérieurs. Leur travail, néanmoins, ne se limite pas au calcul statistique. La phase très importante de redistribution économique régionale fait partie de l'activité des organes territoriaux. Il est évident que les éléments des différents états de transformation coïncident et que le produit de fabrication d'une entreprise peut servir de matériel brut pour une autre entreprise de même région ou province. Une telle répartition économique peut réduire le coût de revient, éliminer les frais de transport, en un mot, apporter des bénéfices appréciables.

2. *Les organes spécialisés.* — L'état agglomératif de transformation au premier chaînon spécialisé est le résultat de la consoli-

dation de tous les bilans matériels individuels. Au fur et à mesure que le travail progresse, s'édifie une structure unifiée dont chaque état agglomératif sert de base à l'état suivant. Cette unité est assurée non seulement par une orientation méthodique de tout le travail de planification d'en haut, mais également par le fait que les organes spécialisés tout au long de cette route centripète possèdent les moyens d'apporter les corrections utiles et nécessaires grâce à leur haute compétence technique.

Le véritable bilan matériel n'apparaît qu'au dernier stage de la planification, lorsque l'organe central est en mesure de confronter les états de transformation de toutes les branches de l'industrie et de l'agriculture. C'est à ce moment seulement que la production et la consommation totales de tout produit peuvent être comparées. Prenons, par exemple, le bilan de l'énergie électrique pour 1937, ainsi que rédigé pour l'élaboration du 2^e plan quinquennal:

Bilan de l'énergie électrique en 1937¹

(milliards de Kwh)

A. Consommation	
Industrie.....	26.4
Transport.....	1.6
Économie communale.....	4.5
Agriculture.....	1.0
Pertes et besoins propres des stations électriques....	4.5
Total.....	38.0
B. Production	
Stations de rayons du Glavenergo.....	29.75
Stations électriques locales.....	8.25
Total.....	38.0

«Ainsi, les bilans matériels indiquant, d'une part, la production d'une branche de l'économie et, d'autre part, la consommation de cette production permettent de constater si cette production et cette consommation s'équilibrent ou non; ils permettent, par conséquent, de vérifier le plan de l'économie nationale et d'en coordonner les différentes parties; cette coordination se fait en augmentant ou diminuant la production ou la consommation, (c'est-à-dire, s'il s'agit d'une consommation productive, la production d'une autre branche de l'économie; par exemple, si on est obligé de diminuer la consommation productive du charbon, on diminue par là même la production de la fonte ou de l'acier, ou celle du gaz, etc. . .) de telle ou telle branche de l'économie (le choix entre les différentes alternatives est subordonné aux directives politiques). En ce sens, les bilans matériels sont un instrument d'analyse du procès de production, ils permettent de dégager les liens qui

1. Ch. Bettelheim, *op. cit.*, p. 96.

unissent entre elles les différentes branches de l'économie, cette analyse est indispensable à la confection ou à la revision du plan d'ensemble de l'économie nationale . . . De plus, les bilans matériels, conçus sous forme de bilans des ensembles doivent permettre d'éviter les 'ruptures' dans le ravitaillement des différentes branches de l'économie.»¹

Ainsi, bien que les bilans matériels jouent le rôle principal dans l'ensemble des moyens techniques disponibles à la sauvegarde de la proportionnalité entre les divers éléments de la production dans l'industrie et dans l'économie nationale tout entière, ils ne permettent pas d'examiner sous un angle unique, à un point de vue unique, le complexe du travail humain; car la simplicité de présentation, essentielle à une telle entreprise, ne peut être obtenue que grâce à un dénominateur commun, embrassant toutes les manifestations de la vie économique, sans exception.

Ce dénominateur universel représentant la valeur d'échange a été utilisé dans la préparation des bilans dits synthétiques.

«D'une façon générale, on peut dire que dans le bilan synthétique, les résultats de l'activité économique sont envisagés sous leur aspect 'valeur d'échange' ou 'travail incorporé', tandis que dans le bilan matériel, ils sont envisagés en tant que 'valeur d'usage'.»²

D'autre part, il nous semble que malgré ce caractère «universel» des bilans synthétiques, certains traits particuliers de l'économie soviétique empêchent d'en faire un usage général. Désormais, seuls les bilans partiels, auxiliaires, comme le bilan financier, le budget, le plan financier unique, le bilan des dépenses et des recettes de la population, etc., furent jusqu'ici préparés par les organismes de la planification.

Prenons, par exemple, le bilan des dépenses et des recettes de la population, le bilan reflétant la distribution planifiée des fonds prédestinés à la consommation parmi les différentes catégories des revenus individuels et la répartition inverse de ces mêmes fonds parmi les divers produits de consommation.

Quelle est donc la signification de ce bilan? Il est évident que si le danger de la surproduction ou de la sous-production est à éviter, la somme destinée à l'achat des produits de consommation doit correspondre à la quantité des produits mis en vente par l'État. Par conséquent, l'équilibre peut être établi par la planification soviétique au moyen de la manipulation directe des facteurs

1. Ch. Bettelheim, *op. cit.*, pp. 100-101.

2. *Ibid.*, p. 111.

composants: la rétribution du travail et dividendes sociaux, les prix, la quantité des produits disponibles pour la consommation. D'autre part, le fait que le bilan des revenus et des dépenses ne présente qu'une partie seulement de la somme globale du revenu national doit être pris en considération par les organes de la planification soviétique.

Le budget soviétique diffère substantiellement des budgets des pays à économie capitaliste; car la concentration de tous les moyens de production entre les mains de l'État lui impose d'autres dépenses et lui garantit d'autres revenus. Pourtant, de même que le bilan des recettes et des dépenses de la population n'embrasse qu'une partie seulement du revenu national dans le budget de l'U.R.S.S., contrairement à ce qu'on pourrait s'attendre, ne sont incorporées que la partie des gains des entreprises versés à l'État et la partie des pertes couvertes par l'État.

Même le plan financier unique, plus large que le budget de l'État, car il comprend en dehors de ce dernier la somme totale des fonds accumulés par les entreprises et le financement bancaire, est loin d'être «l'expression la plus complète de la distribution et de la redistribution du revenu» — terme pompeux, employé par un des économistes soviétiques. D'ailleurs, les manipulations constantes du mécanisme des prix et l'échange des produits entre l'industrie d'État et les *kolkhoz* se faisant en dehors du système monétaire, rendent le plan financier unique indigne de porter ce nom.

Évidemment, un bilan de l'économie nationale aurait pu peut-être satisfaire les exigences d'une représentation véritablement entière et unique et servir d'aide appréciable à la planification; malheureusement, malgré les longues discussions et plusieurs schémas soumis, le travail sur la constitution d'un tel bilan ne progresse guère.

Le contrôle de l'exécution des plans est un problème de première importance dans l'ensemble de la planification soviétique. Le plan le plus remarquable devient absolument sans valeur s'il n'est pas exécuté. J.-V. Staline le souligna dans un de ses discours: «Seuls, les bureaucrates s'imaginent que le travail de la planification se termine par l'élaboration du plan. L'élaboration du plan n'est que le début de la planification. Le travail véritable prend place

seulement après l'élaboration de ce plan.»¹ L'exécution du plan est aux yeux de l'État la tâche principale et primordiale de chaque organisme économique et le premier devoir social du citoyen soviétique. La lutte pour l'exécution du plan, proclame l'éditorial de la *Pravda*, est la «lutte pour la victoire finale du socialisme».

C'est pourquoi le contrôle de l'exécution du plan, la surveillance constante des résultats obtenus et l'immédiate signalisation au cas de difficultés imprévues, est d'une telle importance en Union Soviétique. À cet effet, le Gosplan de l'U.R.S.S. dispose d'un Service central de Statistiques, possédant un réseau d'information étendu sur tout le territoire de l'Union et pouvant signaler à l'attention du gouvernement les chiffres relatifs à l'exécution du plan.

Le Gosplan fédéral dispose aussi d'un service de liaison avec la province par ses représentants autorisés dans les républiques, territoires et régions. Ces délégués, entièrement indépendants et directement subordonnés à l'organisme central, assurent la surveillance directe, tout en exerçant les pouvoirs extraordinaires en cas d'urgence. D'autre part, leur indépendance garantit la véracité des informations transmises par eux.

La structure du Gosplan prévoit également des services coordonnant le développement de diverses branches, afin de prévenir le danger d'une disproportion. Parmi ces services, le plus important assure la planification de l'industrie. Entre autres, font partie de ce groupe les sections suivantes: la métallurgie noire, la métallurgie non ferreuse, de grandes constructions mécaniques, des constructions mécaniques moyennes, la construction des machines-outils, l'industrie électrique, l'industrie légère, l'industrie d'armements, etc... Le Gosplan compte en tout environ soixante services de ce genre.

À tout point de vue pratique, pour obtenir des résultats positifs, la direction consciente et active doit faire face aux deux problèmes essentiels: un problème psychologique et un problème technique.

«Le problème psychologique est celui de savoir comment recruter les travailleurs et comment agir sur eux pour qu'ils augmentent la productivité de leur travail en améliorant la qualité, évitent le gaspillage, etc., d'une façon qui corresponde aux données du plan. L'homme est libre, on ne le fait pas

1. J.-V. Staline, *Voprossy Leninizma*, Moscou, 1936, p. 553.

fonctionner comme une machine, pour obtenir de lui qu'il accomplisse une tâche, il faut agir de manière à ce que la réalisation de cette tâche le tente — par la satisfaction, le bénéfice, le profit, l'honneur, etc., qu'il en tirera — ou qu'il craigne quelque chose dans le cas où il ne la réaliserait pas. En ce sens, les moyens de faire exécuter le plan, ou pour nous exprimer plus brièvement, les moyens d'exécuter le plan sont des moyens psychologiques s'étageant du stimulant jusqu'à la contrainte.

Le problème technique est celui de l'élaboration par les hommes de la matière brute, de l'adaptation des différentes matières, les unes aux autres, etc., de manière à satisfaire les besoins humains avec le minimum de frais. Cependant, nous ne pensons pas que l'on puisse parler de mesures d'exécution du plan ressortissant, cela parce que la technique n'est elle-même qu'un produit de l'homme. Ainsi, dire que tel métier à tisser permettra d'exécuter le plan de l'industrie textile, c'est dire d'une manière abrégée que le plan de cette industrie sera exécuté parce que :

1. un ingénieur a inventé cette machine;
2. on fait produire cette machine par l'industrie de construction des machines;
3. on fait travailler les ouvriers du textile à l'aide de cette machine.

Si bien que, du point de vue qui nous occupe, on peut dire que réaliser le plan de l'industrie textile reviendra à trouver les moyens psychologiques grâce auxquels on obtiendra que les ingénieurs, d'une part, les ouvriers, de l'autre, fassent leur métier conformément aux tâches techniques du plan. En ce sens, le problème technique et le problème psychologique se confondent.¹

Ces moyens sont à la portée de l'État omnipotent auquel rien ne peut résister. Dans ce sens, et seulement dans ce sens, la planification, telle qu'elle existe en Russie Soviétique, est l'enfant d'un État totalitaire.

Henry WOJCIK,
Chargé de cours au Centre d'études slaves
(Université de Montréal).

1. Ch. Bettelheim, *La planification soviétique*, pp. 150-151.